

Le mandat des membres et des membres suppléants nommés après le renouvellement de la commission d'agrément s'achève à son prochain renouvellement.

§ 4. En attendant que les conditions d'accréditation nécessaire soient établies pour les organismes de certification et de contrôle, le Ministre de l'Intérieur nomme comme membre d'un organisme de certification ou de contrôle accrédité, un membre d'un organisme semblable désigné par lui.

§ 5. La commission d'agrément donne au Ministre de l'Intérieur un avis motivé sur la demande d'agrément, dans les septante-cinq jours qui suivent l'introduction du dossier complet.

S'il n'est pas donné dans le délai prescrit, l'avis est réputé défavorable.

Art. 5. La commission d'agrément ne peut émettre un avis valable que si la majorité des membres sont présents; l'avis est donné à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Si la majorité des membres ne sont pas présents, une nouvelle réunion est organisée dans un délai de quinze jours.

Dans ce cas, la commission délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Après réception de l'avis de la commission d'agrément, le Ministre de l'Intérieur prend une décision. Si celle-ci s'écarte de l'avis de la commission d'agrément, elle doit être motivée.

Le Ministre de l'Intérieur communique par lettre recommandée à la poste au requérant l'agrément ou le refus d'agrément.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes

Art. 7. Les demandes de renouvellement doivent être introduites à la Direction générale la Police générale du Royaume au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation ou de l'agrément.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication.

Art. 9. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Het mandaat van de leden en van de plaatsvervangende leden die benoemd zijn na de vernieuwing van de erkenningscommissie eindigt bij de volgende vernieuwing ervan.

§ 4. In afwachting dat de nodige accreditatievoorwaarden vastgelegd zijn voor de certificatie- en keuringsinstellingen, benoemt de Minister van Binnenlandse Zaken als lid van een geaccrediteerde certificatie- of keuringsinstelling, een lid van een door hem aangegeven gelijkaardige instelling.

§ 5. De erkenningscommissie geeft de Minister van Binnenlandse Zaken binnen vijftenzeventig dagen na het indienen van het volledig dossier een met redenen omkleed advies over de aanvraag tot erkenning.

Indien het advies niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht, wordt het geacht ongunstig te zijn.

Art. 5. De erkenningscommissie kan slechts een geldig advies uitbrengen als de meerderheid van de leden aanwezig is; het advies wordt uitgebracht bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Indien de meerderheid van de leden niet aanwezig is, wordt een nieuwe vergadering belegd binnen een termijn van vijftien dagen.

In dit geval beraadslaagt de commissie rechtsgeldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. Na ontvangst van het advies van de erkenningscommissie neemt de Minister van Binnenlandse Zaken een beslissing. Indien deze afwijkt van het advies van de erkenningscommissie moet ze gemotiveerd zijn.

De erkenning of weigering van erkenning wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken bij per post aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 7. De aanvragen tot vernieuwing moeten ten minste zes maanden voor het aflopen van de vergunning of erkenning ingediend worden bij de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1348.

21 MAI 1991. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions légales et réglementaires pour les mettre en conformité avec la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel, notamment l'article 20;

Vu la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 14, § 2;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1348

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van verscheidene wettelijke en reglementaire bepalingen ten einde deze in overeenstemming te brengen met de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden, inzonderheid op het artikel 20;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op het artikel 14, § 2;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 19 mars 1991, *Moniteur belge* du 29 mars 1991.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 19 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 29 maart 1991.

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19, § 2, 2^o, b) et c) modifié par l'arrêté royal du 20 janvier 1984;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le nouveau régime de protection contre le licenciement prévu dans la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel entre en vigueur le 1^{er} mai 1991 en que les dispositions qui s'y réfèrent doivent être adoptées pour cette date;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 21, § 10, 5^o de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, les mots « aux §§ 2 à 8 du présent article » sont remplacés par les mots « par la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ».

Art. 2. Dans l'article 24, § 1^{er}, 2^o, de la même loi, les mots « à l'article 21, § 2, alinéas 1^{er} et 6 de la présente loi » et les mots « au même article 21, § 2, alinéa 7 » sont remplacés respectivement par les mots « à l'article 2 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel » et par les mots « à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er}, § 4, b, 4, alinéa 7, a), de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, les mots « à l'article 1^{er} bis, §§ 2, 5, 6 et 7 de la présente loi » sont remplacés par les mots « par la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ».

Art. 4. Dans l'article 1^{er}, § 4, b, 4, h, 2^o de la même loi, les mots « à l'article 1^{er} bis, § 2, alinéa 1^{er} de la présente loi » et les mots « au même article 1^{er} bis, § 2, alinéa 6 » sont remplacés respectivement par les mots « à l'article 2 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel » et par les mots « à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi ».

Art. 5. Dans l'article 1^{er} bis, § 1^{er}, alinéa 4, les mots « du § 3, alinéas 1 et 2 » sont remplacés par les mots « de l'article 2, § 2, de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ».

Art. 6. Dans l'article 1^{er} bis, § 10, 5^o, de la même loi, les mots « aux paragraphes 2 à 8 du présent article » sont remplacés par les mots « par la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ».

Art. 7. Dans l'article 63, alinéa 4 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les mots « à l'article 21, § 7 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, ou à l'article 1^{er} bis de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail »

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid artikel 19, § 2, 2^o, b) en c), gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 januari 1984;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe beschermingsregeling tegen ontslag, voorzien in de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden in werking treedt op 1 mei 1991 en dat de bepalingen die daar naar wijzen aangepast moeten zijn voor deze datum;

Op voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het artikel 21, § 10, 5^o van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven worden de woorden « in de §§ 2 tot 8 van dit artikel » vervangen door de woorden « in de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden ».

Art. 2. In het artikel 24, § 1, 2^o, van dezelfde wet worden de woorden « in artikel 21, § 2, eerste en zesde lid, van deze wet » en de woorden « de door hetzelfde artikel 21, § 2, zevende lid » vervangen respectievelijk door de woorden « in artikel 2 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden » en door de woorden « de door artikel 3, § 1, tweede lid, van dezelfde wet ».

Art. 3. In het artikel 1, § 4, b, 4, zevende lid, a), van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, worden de woorden « in artikel 1^{er} bis, §§ 2, 5, 6 en 7 van dezelfde wet » vervangen door de woorden « in de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden ».

Art. 4. In het artikel 1, § 4, b, 4, h, 2^o van dezelfde wet, worden de woorden « in artikel 1^{er} bis, § 2, eerste lid van deze wet » en de woorden « door hetzelfde artikel 1^{er} bis, § 2, zesde lid » vervangen respectievelijk door « in artikel 2 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden » en door de woorden « door artikel 3, § 1, tweede lid, van dezelfde wet ».

Art. 5. In het artikel 1^{er} bis, § 1, vierde lid, worden de woorden « van § 3, eerste en tweede lid » vervangen door de woorden « van het artikel 2, § 2, van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden ».

Art. 6. In het artikel 1^{er} bis, § 10, 5^o van dezelfde wet, worden de woorden « in de paragrafen 2 tot 8 van dit artikel » vervangen door de woorden « in de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden ».

Art. 7. In het artikel 63, vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten worden de woorden « in artikel 21, § 7, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven of artikel 1^{er} bis, § 7, van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werk-

sont remplacés par les mots « aux articles 16 à 18 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ».

Art. 8. Dans l'article 101 alinéa 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les mots « l'article 21, § 7 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, l'article 1er bis, § 7 de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail » sont remplacés par les mots « aux articles 16 à 18 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ».

Art. 9. A l'article 19, § 2, 2^o de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sont apportées les modifications suivantes :

1^o le b) est remplacé par la disposition suivante : « les indemnités prévues aux articles 16 à 18 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel »;

2^o le c) est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1991.

Art. 11. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 1349

21 MAI 1991. — Arrêté royal relatif aux modalités de calcul et de paiement de l'indemnité complémentaire due au délégué du personnel ou au candidat-délégué du personnel dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un motif grave (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel, notamment l'article 9;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellisse-

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 19 mars 1991, *Moniteur belge* du 29 mars 1991.

nemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen » vervangen door de woorden « in de artikelen 16 tot 18 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden ».

Art. 8. In het artikel 101, vierde lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen worden de woorden « het artikel 21, § 7, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, het artikel 1 bis, § 7 van de wet van 10 juni 1932 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen » vervangen door de woorden « in de artikelen 16 tot 18 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden ».

Art. 9. Aan het artikel 19, § 2, 2^o van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het punt b) wordt vervangen door de volgende bepaling : « de vergoedingen voorzien in de artikelen 16 tot 18 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden »;

2^o het punt c) wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1991.

Art. 11. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

N. 91 — 1349

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de berekenings- en betalingsmodaliteiten van de bijkomende vergoeding verschuldigd aan de personeelsafgevaardigde of de kandidaat-personeelsafgevaardigde in het kader van de procedure tot erkenning van een dringende reden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden, inzonderheid op het artikel 9;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 19 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 29 maart 1991